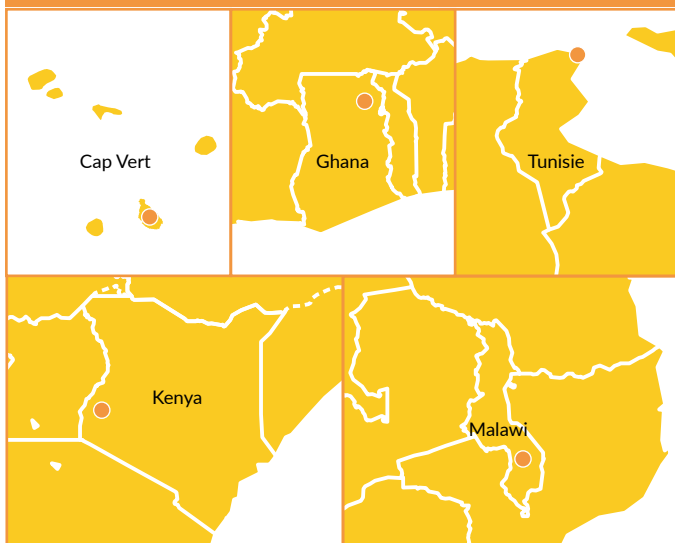


Le défi majeur que devront affronter les systèmes alimentaires africains dans l'avenir sera de nourrir une population sans cesse croissante dont les régimes alimentaires et les préférences évoluent. Alors que la population européenne diminue et que ses consommateurs exigent une alimentation soucieuse de ses retombées environnementales et sociales, la population africaine plus que doublera entre 2020 et 2050, avec une forte demande alimentaire d'autant qu'il faudra répondre aux changements diététiques.

RÉGIONS D'AFRIQUE ANALYSÉES PAR SALSA

Île de Santiago (CAP VERT) - Gushegu (GHANA), - Ugunja (KENYA) - Balaka (MALAWI) - Haouaria (TUNISIE)



Source: UN - adapted by SALSA

Le projet SALSA s'inscrit dans le programme Horizon 2020 de l'UE et cherche à évaluer les rôles actuels et futurs **des petites exploitations et des petites entreprises agro-alimentaires** (fournisseurs, transformateurs, distributeurs) pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable (SAN). Une part importante du projet identifiait **les conditions favorables** nécessaires pour aider les petites exploitations à satisfaire la demande croissante de nourriture dans un monde de plus en plus peuplé et aux ressources limitées.

SALSA a étudié les petites exploitations dans **30 régions de référence dans 20 pays** – 25 régions (au niveau NUTS3) en Europe et 5 régions en Afrique. En Afrique, ces régions de référence ont représenté une zone (Ghana et Malawi), un sous-comté (Kenya), une commune (Tunisie) ou une île (Cap-Vert).

Le projet s'est concentré sur les petites exploitations **inférieures ou égales à 5 hectares et à 8 Unités de dimension économique** (l'équivalent de 9 600 € de marge brute standard). Les chercheurs de SALSA ont aussi pris en compte la relation spécifique entre les petites exploitations et la famille/ménage agricole associée, notamment l'importance **de l'autoconsommation**.

Dans chaque région examinée par SALSA, **une étude du système alimentaire** de deux à quatre produits sélectionnés a été conduite. En identifiant les caractéristiques de chaque **système alimentaire régional** pour une gamme **de produits clés sélectionnés**, le projet SALSA: a) a mis en évidence **les différents moyens par lesquels** les petites exploitations et les petites entreprises agro-alimentaires peuvent contribuer aux trois éléments clés de la SAN, à savoir **l'offre alimentaire, la disponibilité alimentaire** et **l'accès alimentaire** dans des systèmes régionaux alimentaires contrastés et; b) a apporté un meilleur éclairage sur le fonctionnement général de ces systèmes alimentaires.

QUEL EST L'ÉTAT ACTUEL DES PETITES EXPLOITATIONS EN AFRIQUE?

Au 21^e siècle, la **population africaine est celle en plus forte croissance** au monde. Elle devrait atteindre 2,5 milliards d'individus en 2050 et l'on estime que la majeure partie restera rurale jusqu'aux années 2040. Bien qu'aucune donnée consolidée du nombre d'exploitations n'existe pour tous les pays d'Afrique, la FAO évalue à 60 millions les exploitations agricoles faisant travailler 220 millions d'ouvriers agricoles.

Ces petites exploitations d'Afrique réaliseraient plus **de 70% des activités agricoles sur le continent**, assurant ainsi l'alimentation, l'emploi et les moyens de subsistance ruraux. Les données disponibles indiquent cependant qu'il demeure **de graves problèmes** liés à l'insécurité alimentaire et la nutrition. La production d'une alimentation suffisante en Afrique dans des conditions environnementales et sociales durables exigera **donc des augmentations durables de la productivité** pour tous les types d'exploitation.

Selon l'Équipe spéciale pour l'Afrique rurale de l'UE (2019), 52% des agriculteurs africains cultivent moins d'un hectare de terre et 76% possèdent moins de 2 hectares. Ces agriculteurs sont généralement des agriculteurs familiaux produisant leur nourriture pour une consommation domestique et la vente. Les agriculteurs gérant les petites exploitations ont souvent des difficultés d'accès aux marchés et consomment habituellement une proportion élevée de leurs produits – ces problèmes sont identiques pour les régions africaines analysées par les parties prenantes du projet SALSA **à ceux pointés pour l'Europe de l'Est.**



QUELLES SONT LES PETITES EXPLOITATIONS DANS LES RÉGIONS AFRICAINES DU SALSA?

Pour traiter la grande variété des contextes encadrant les petites exploitations dans les régions étudiées, **SALSA a produit une nouvelle typologie des petites exploitations** pour l'Europe et l'Afrique.

Elle se fonde sur trois grandes distinctions caractéristiques: (1) le **degré d'orientation au marché**, (2) **l'utilisation de certification**, et (3) **le degré de confiance dans les coopératives**. Ces variables peuvent être utilisées pour différencier les petites exploitations en difficulté dont les ménages ont du mal à lutter contre la pauvreté des exploitations plus riches, spécialisées, organisées en coopératives et/ou intégrées au marché de diverses façons.

Dans les régions de référence africaines étudiées par SALSA, les types de petites exploitations agricoles les plus communs étaient les 'entreprises à temps partiel' et les 'exploitations traditionnelles en difficulté'. Ces deux types **consomment majoritairement ce qu'ils produisent**, ne conservant qu'une faible part pour la vente aux consommateurs de proximité, y compris les marchés régionaux ou les grossistes. Pour cette raison, ils sont **moins intégrés au marché** que les trois autres types de petites exploitations identifiés par SALSA. En outre, les transformateurs, les petits détaillants et les coopératives font rarement partie des points de ventes auxquels accèdent ces petits exploitants. **Plus le système alimentaire est spécialisé et tourné vers l'export, plus faible est la proportion** des aliments produits et consommés par le ménage.

Typologie des petites exploitations SALSA



1. Exploitations à temps partiel



2. Exploitations traditionnelles en difficulté



3. Entreprises traditionnelles



4. Entreprises spécialisées



5. Entreprises polyvalentes

Types les plus représentatifs en Afrique.

L'agriculture apparaît comme une activité secondaire qui complète d'autres sources de revenu, généralement pratiquée par de jeunes agriculteurs, qui l'exercent par choix personnel; une proportion élevée de la production est consommée par le ménage

Le deuxième groupe le plus pauvre et le plus ancien; l'agriculture est enracinée dans la tradition; l'agriculture représente une proportion élevée du revenu; autoconsommation du ménage élevée

Relativement riches, relativement anciennes et établies dans l'agriculture; reposent sur le travail familial; accès aux marchés via des coopératives

Le groupe le plus riche, relativement ancien et établi dans l'agriculture; large utilisation de la main d'œuvre; accès aux marchés via des coopératives, investissement dans la certification

Riches, relativement récentes et nouvelles en agriculture; large utilisation de la main d'œuvre; portefeuille divers d'acheteurs

Les principales différences entre les 'entreprises à temps partiel' et les 'exploitations traditionnelles en difficulté' sont que les premières sont dirigées par des individus plus jeunes ayant par ailleurs d'autres sources de revenu. Les agriculteurs des 'exploitations traditionnelles en difficulté' sont plus âgés, plus conservateurs et ont les revenus les plus faibles des cinq types catégorisés. Cette catégorie, retrouvée dans de nombreuses régions étudiées par le projet SALSA, prédomine dans les régions d'Afrique et d'Europe de l'Est.

COMMENT LES PETITS AGRICULTEURS DES RÉGIONS AFRICAINES DU SALSA CONTRIBUENT-ILS AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES RÉGIONAUX?

Pour comprendre les diverses contributions des petites exploitations aux systèmes alimentaires régionaux, le projet SALSA a aussi développé **une typologie des systèmes alimentaires régionaux** pour l'Europe et l'Afrique qui tient compte de la part des produits alimentaires issus des petites exploitations dans les systèmes alimentaires, ainsi que des pourcentages d'aliments consommés dans la région ou exportés.

Les trois types de systèmes alimentaires résultants sont : 1) **le système 'régional'** (où une proportion significative d'aliments est consommée localement); 2) **le système 'tourné vers l'export'** (où une proportion significative d'aliments est exportée hors de la région) et; 3) **le système 'équilibré'** (entre les deux). Les résultats de cette analyse révèlent que dans les régions de référence africaines

étudiées par SALSA, **les petites exploitations contribuent significativement au système alimentaire régional**, produisant 60-100% de la production régionale totale pour les produits clefs étudiés.

Dans 15 des 17 (89%) systèmes alimentaires africains étudiés, **le produit de base a été aussi consommé dans la région** contribuant ainsi considérablement à sa disponibilité alimentaire régionale. Le produit est exporté hors de la région dans seulement deux systèmes alimentaires (de la zone Gushegu au Ghana), indiquant **un meilleur équilibre** entre la consommation régionale et une intégration plus grande au marché.

QUELS SONT LES BESOINS ET LES CONDITIONS FAVORABLES AUX PETITES EXPLOITATIONS DANS LES RÉGIONS AFRICAINES DU SALSA?

En raison du nombre important de petites exploitations faiblement intégrées au marché en Afrique, les décideurs, cherchant à développer des actions en leur faveur, devraient premièrement évaluer **les motivations et le niveau de réceptivité aux politiques** des ces catégories d'agriculteurs qu'ils souhaitent aider. C'est particulièrement vrai des agriculteurs des exploitations traditionnelles en difficulté, plutôt plus âgés, alors **que les agriculteurs à temps partiel** pourraient être plus **réceptifs à la diversification de l'entreprise rurale et la fourniture de services ruraux** qui pourraient les aider à demeurer dans les zones rurales.



Tout en reconnaissant que les marchés informels continueront d'être un débouché important pour les petites exploitations, **accroître/renforcer leur intégration** aux marchés locaux, régionaux et d'exportation sera impérativement conditionné au développement et à la promotion de normes pertinentes de sécurité des aliments. L'adoption de telles normes exige **aussi des formations et d'autres formes d'aide** (comme le micro-investissement) pour aider les agriculteurs à les adopter et à acquérir les équipements nécessaires à la production/ transformation.

Les coopératives ont été identifiées comme une structure importante dans les systèmes alimentaires régionaux étudiés par SALSA. Elles permettent aux petites exploitations **de regrouper leurs produits alimentaires et de surmonter leurs limitations structurelles** en termes de taille. Il faudrait s'intéresser particulièrement **aux modèles réussis de groupements agricoles d'exploitation en commun** pour augmenter/renforcer leur intégration aux réseaux commerciaux nationaux, macro-régionaux et transcontinentaux.

L'analyse de la structure des programmes agricoles nationaux dans les pays africains étudiés par SALSA indique que certains gouvernements nationaux pourraient envisager des mesures plus douces pour soutenir l'intégration au marché, telles **des ensembles intégrés de mesures d'aide pour les filières alimentaires courtes** déjà disponibles pour les agriculteurs et les entreprises agro-alimentaires associées dans l'Union européenne. Cette recommandation est aussi conforme aux conclusions du rapport de l'Équipe spéciale pour l'Afrique rurale de l'UE, qui encourage **à davantage de liens ville-campagne** au sein d'une approche territoriale des systèmes alimentaires.

Dans les régions africaines étudiées, outre ces recommandations, les parties prenantes du SALSA, à **divers niveaux de gouvernance, ont distingué 5 types de besoins prioritaires** des petits agriculteurs et ont suggéré des **solutions communes générales** susceptibles d'y répondre.



©FAO/Roberto Faidutti

En raison des différentes politiques régissant chaque pays et des différents accords de coopération internationale, les recommandations liées à ces solutions se réfèrent **aux types génériques de bonnes pratiques** de chaque pays et laissent le soin aux responsables d'examiner comment leur **contexte politique national** pourrait soutenir ces mesures.

1) L'engagement des jeunes dans l'agriculture

L'engagement des jeunes dans l'agriculture est une priorité importante pour la continuité des communautés rurales. Cependant, il s'avère **qu'il existe une faible adéquation entre l'éducation des jeunes et les besoins pratiques** du secteur agricole. En outre, de nombreux autres freins spécifiques empêchent les jeunes de devenir des agriculteurs accomplis, dont:

- La difficulté d'accès à la terre et au crédit
- Les rares opportunités qu'ont les jeunes de participer à la conception de politiques
- Le manque d'attraits, comme le seraient l'utilisation des technologies modernes en agriculture ou le soutien pour une agriculture novatrice

L'agriculture n'est tout simplement pas promue auprès des jeunes comme une entreprise qualifiante et potentiellement lucrative!

Des améliorations sont nécessaires, en particulier en matière de développement de politiques, du transfert de technologies et d'innovation. Les jeunes ont rarement l'opportunité d'être impliqués dans la conception des politiques agricoles qui les affectent; ce qui aboutit à une politique **qui ne répond pas** à leurs besoins. Des organisations de jeunes ruraux devraient idéalement être **engagées dans la conception** des nouveaux programmes agricoles.

Les jeunes tendent à être attirés par l'innovation technique et sociale dans l'agriculture. Toutefois, l'innovation et l'esprit d'entreprise portés par les jeunes ne reçoivent pas assez de soutien. La recherche agricole ne distingue pas particulièrement les besoins et les intérêts des jeunes agriculteurs.

Davantage de financements sont nécessaires pour soutenir l'innovation et l'esprit d'entreprise portés par les jeunes dans le secteur agricole afin d'identifier et de tirer parti **des opportunités d'entreprise pour les petits agriculteurs**, particulièrement dans le lien ville-campagne. En outre, l'innovation issue de l'entreprenariat des jeunes devrait être réinjectée dans les systèmes alimentaires locaux pour assurer le succès de telles entreprises sur le marché local.

Voici quelques **exemples de politiques et de programmes favorables** remarqués par les parties prenantes du SALSAs des régions africaines étudiées:

- Au Kenya, il existe plusieurs **initiatives et politiques novatrices soutenant les jeunes** (formation, apprentissages, financement, etc.), beaucoup d'entre elles ayant pour but de développer l'attractivité de l'agriculture auprès des jeunes et de développer leur pratique/ compétences en matière d'entreprise par des formations et des expériences appropriées (par exemple, via des centres d'incubation).
- La **Politique nationale kenyane de Développement de la jeunesse (2018)** a pour but de permettre aux jeunes de contribuer efficacement au développement durable, y compris par "la transformation de l'agriculture et l'agro-industrie afin de les rendre attractives aux jeunes". Des stages axés sur l'éducation et la formation professionnelle et technique (TVET) sont ouverts aux jeunes au Kenya, ainsi qu'au Ghana via des collèges et des instituts agricoles.
- Au Ghana, le **Conseil national des jeunes** a la charge de porter les questions des jeunes, mais n'a pas pu engager la population entière des jeunes. Il existe aussi **des programmes pour les jeunes dans l'agriculture**, mais principalement dirigés par des ONG (comme, le financement UWEZO au Kenya; *Planting for Food and Jobs* au Ghana).

2) Un accès au crédit abordable

Les petites exploitations dans les régions africaines du SALSAs n'ont accès **que difficilement au crédit agricole approprié et abordable** pour les intrants agricoles, les outils, les machines et d'autres investissements. Les institutions financières existantes n'accordent généralement pas de priorité aux besoins de crédit des petites exploitations. Celles-ci **n'ont pas, non plus, accès** à une assurance des cultures en cas de sinistre sur les récoltes, malgré leur forte vulnérabilité aux risques induits par le changement climatique.

Dans la plupart des pays africains étudiés par SALSAs, la **suppression des barrières sociales** à l'accès au crédit, comme l'âge et le genre, aiderait énormément les petites exploitations. Des programmes de crédit pour les TIC ou permettant la mobilité ont été notés par les parties prenantes des régions africaines du SALSAs comme ayant eu un effet positif pour les petits agriculteurs de zones rurales, malgré quelques **inquiétudes quant à la contribution de ces dispositifs à leur endettement**.



© SALSAs

Plusieurs pays africains du SALSAs (**Ghana, Malawi et Tunisie**), proposent **des subventions pour les intrants**. Cependant, de tels programmes encouragent des pratiques agricoles à fort apport d'intrants externes plutôt que de soutenir l'agro-écologie et l'intensification durable. Par conséquent, ils soulèvent des inquiétudes quant à leurs impacts environnementaux négatifs. Les décisions concernant ce type d'aide devraient donc être **soigneusement examinées**, sur la base des preuves disponibles et indépendamment de toute motivation politique.

3) Recursos naturels e clima

Trois **actions prioritaires** ont été identifiées par les parties prenantes du SALSAs dans le domaine des ressources naturelles et du climat en Afrique:

- Les services de vulgarisation agricole sont essentiels pour instruire les agriculteurs et l'administration locale des risques liés au changement climatique et des stratégies d'adaptation.
- Les systèmes de micro-irrigation peuvent aider les agriculteurs à surmonter la sécheresse.
- Des programmes spéciaux sont nécessaires pour réduire la déforestation aux fins de bois de chauffage.

Tant au Ghana qu'au Kenya, **des changements juridiques importants permettent maintenant aux femmes de posséder et d'hériter de la terre**. À long terme, il est à espérer que cela soutienne des pratiques de gestion des terres durables.

Le Kenya a aussi mené avec succès plusieurs autres programmes et actions qui ont soutenu la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique, comme le **système décentralisé de financement du climat**. D'autres exemples réussis incluent l'introduction de **l'agriculture intelligente face au climat**, l'agriculture de conservation et l'agroforesterie au Ghana.

Malgré de nombreux exemples d'actions réussies bien ciblées et efficaces, **on peut largement améliorer** la situation. Les trois problèmes majeurs à traiter sont:

- Le manque général de financement pour la gestion des ressources naturelles et le changement climatique.
- Des projets et des programmes dépendants d'acteurs financés par des donateurs ou non gouvernementaux d'une portée et d'une durée restreintes.
- Le manque de conception de programme fondé sur les preuves.

Les parties prenantes du SALSA au Kenya ont particulièrement noté que certains programmes et politiques sur la gestion durable des ressources naturelles et l'agriculture de conservation **ne prennent pas suffisamment en compte les besoins des petites exploitations**, comme leurs pratiques de travail. Une compréhension plus détaillée de l'économie des petites exploitations par **des ateliers facilités d'évaluation des besoins**, ainsi qu'une meilleure inclusion des organisations de petits paysans dans la conception de programme est nécessaire pour **mieux assurer la cible et l'efficacité** des actions.

Comme la plupart des programmes sur la gestion des ressources naturelles et le changement climatique sont financés par des sources extérieures au Kenya (notamment, des organismes de développement international, des donateurs bilatéraux et des ONG), il existe un risque de discontinuité. Alors que leurs pilotes sont souvent des réussites, ces programmes **peinent à s'étendre avec succès** en couvrant des zones géographiques plus vastes ou plus d'exploitations et à devenir durables en devenant financièrement indépendants. Il faut que ces programmes **intègrent 'des stratégies de sortie'** et s'assurer que les agences du gouvernement ont la capacité financière et technique, ainsi que la volonté politique, de mettre en œuvre ces stratégies.

4) Produits, marchés et commercialisation

Les actions politiques prioritaires identifiées par les parties prenantes du SALSA en Afrique sont: a) de développer **des équipements de transformation** et de **stockage** qui conféreront **une meilleure valeur ajoutée** aux produits des petites exploitations et b) **de développer des systèmes de demande plus structurés** (basés, par exemple, sur des plates-formes multipartites et des systèmes de contrôle des prix), particulièrement pour les jeunes agriculteurs plus entrepreneurs.

La plus grande disponibilité des informations sur les marchés (selon le contexte national) via divers canaux médiatiques constitue le point positif de ces dernières années. Ces initiatives ont eu un impact positif en aidant les agriculteurs **à mieux comprendre leur positionnement sur le marché** et devraient être maintenues et augmentées.

Les autres questions pertinentes relevées par les parties prenantes des régions africaines étudiées par SALSA sont:

- De nombreux intrants agricoles achetés par les petits agriculteurs au Kenya sont contrefaits. Le développement et la mise en œuvre **d'une législation pour le règlement/contrôle des engrais et des pesticides** devraient être une priorité du gouvernement.
- Les parties prenantes du Kenya et du Malawi ont noté que si le niveau d'autoconsommation est bon pour de nombreux petits agriculteurs, **la faible productivité empêche l'intégration aux marchés régionaux**. Les décideurs sont vivement invités à se pencher sur les limitations de la productivité des petites exploitations. **Une meilleure disponibilité d'intrants agricoles de bonne qualité** (mentionnée ci-dessus) aiderait énormément, particulièrement si elle s'accompagne aussi de la promotion de **leur utilisation efficace relayée** par davantage d'agents de la vulgarisation agricole.
- **Le manque de coopératives fonctionnelles** dans certaines régions et pour certaines cultures a été mis en évidence pour le Kenya et le Malawi. Cette insuffisance est fortement liée au contexte, mais lorsqu'elle existe, c'est **un obstacle majeur** pour l'entrée des petites exploitations dans des marchés régionaux ou d'exportation. Dans des nombreux cas, des règlements existent déjà pour soutenir le développement des formes collectives d'organisation de petits agriculteurs mais ceux-ci ne sont pas **correctement mis en œuvre au niveau local/ régional**.

Il faut aussi mieux cerner a) les nombreuses raisons qui font que les coopératives établies cessent de fonctionner efficacement et b) les actions à entreprendre pour l'éviter. Par exemple, il est suggéré **que des incitations spécifiques sont nécessaires** pour

assurer le passage de la direction des coopératives aux mains d'agriculteurs plus jeunes, plus entrepreneurs.

- Il a été noté que de nombreuses petites exploitations bénéficient de marchés plus libéralisés avec un large choix et une demande élevée en produits alimentaires issus de la petite agriculture (pour l'alimentation, mais particulièrement pour des cultures de rente comme le thé, le café, le cacao). Toutefois, certaines parties prenantes pensent qu'il devrait y avoir **des marchés plus structurés qui permettraient une agriculture sous contrat**. Ces dispositifs aideraient à fournir une plus grande prévisibilité et à réduire les risques pour les petites exploitations. Mieux comprendre qui sont les 'courtiers' régionaux et leur rôle dans chaque zone profiterait aussi aux petites exploitations.

5) De meilleures infrastructures et une plus grande connectivité

En termes d'amélioration de la connectivité et des infrastructures, les actions politiques prioritaires identifiées étaient:

- Entreprendre **des évaluations de besoins appropriées** des zones rurales. Des questions de base comme un accès fiable à l'électricité bon marché ne doivent pas être laissées pour compte.
- La construction et la maintenance **des routes rurales de bonne qualité** pour améliorer l'accès et la liaison aux marchés.
- La fourniture **de connexions plus rapides, plus stables et abordables à la téléphonie portable et à Internet**. La bonne portée des téléphones portables dans les zones rurales permet d'envoyer aux agriculteurs des messages vocaux et par SMS de nature agricole dans les langues locales. C'est un service utile qui complète les stations locales de radio et de télévision diffusant en langues locales les informations sur les marchés pour les agriculteurs.
- **Des infrastructures d'irrigation** appropriées. Les infrastructures à grande échelle sont souvent du domaine du gouvernement et peuvent être mal entretenues à cause des difficultés à l'étape d'adjudication des marchés publics. Des programmes d'irrigation plus petits, en plus des grands, sont importants pour les petites exploitations.



RECOMMANDATIONS POUR LE DIALOGUE ET LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AFRIQUE-UE

Partenariats équitables

Il serait bon que les futurs projets de recherche financés dans le cadre Europe Horizon affichent une représentation plus équilibrée des partenaires AFR et UE, pour assurer que les deux parties aient des niveaux semblables de responsabilités dans tous les aspects du projet (incluant en particulier, la conception de la recherche).

Continuer à soutenir la recherche intercontinentale

L'expérience du projet SALSA démontre que la recherche sur les systèmes alimentaires à travers les continents, avec des sites de recherche tant en Europe qu'en Afrique, peut apporter de précieux éclairages et un enseignement réciproque. Les leçons de l'Europe sont profitables aux partenaires africains dont les pays se développent rapidement. Une compréhension des forces et des faiblesses des politiques agricoles européennes (et leurs impacts sur les petites exploitations) peut améliorer le processus décisionnel. Les partenaires européens peuvent apprendre de l'Afrique sur les approches informelles et fondées sur les communautés pour soutenir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est pourquoi, le financement d'une telle recherche intercontinentale par des partenariats de recherche équitables devrait être une priorité.

Soutenir la coopération sous-régionale en recherche et développement

Des partenaires et des parties prenantes de SALSA ont souligné le besoin de soutien aux projets de coopération pour la recherche et l'innovation propres à un espace linguistique (par exemple, des projets centrés sur les pays lusophones, francophones ou anglophones) ou à une macro-région (par exemple, l'espace méditerranéen Europe du Sud et Afrique du Nord). Des plates-formes thématiques/forums développés en ce sens pourraient favoriser la mise en réseau des chercheurs africains et européens.

Flexibilité des accords de subvention

Davantage de flexibilité en ce qui concerne les termes et les conditions des accords de subvention dans le cadre du programme Horizon 2020, pour tenir compte des différences de cadres organisationnels et juridiques dans les pays partenaires, faciliterait l'application de la même méthodologie dans des contextes différents et réduirait les coûts de transaction des partenariats intercontinentaux.

Enfin, concilier davantage les sujets de recherche dans lesquels sont impliqués les partenaires de recherche AFR avec 'la feuille de route du Partenariat AFR-UE de la Recherche et de l'innovation sur la Sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable financé conjointement' ne pourrait que soutenir une meilleure cohérence des recherches pour tous les partenaires impliqués.

RECOMMANDATIONS AUX GOUVERNEMENTS AFRICAINS ET AUX PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT SOUTENANT LEURS POLITIQUES ET PROGRAMMES AGRICOLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Reconnaître explicitement la diversité des petites exploitations et des entreprises agro- alimentaires dans les politiques agricoles et alimentaires

Pendant que le processus du PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique) permet aux pays d'adapter les principes du PDDAA aux contextes nationaux, la politique agricole et alimentaire de la plupart des pays africains ne différencie pas systématiquement entre les différents types agricoles. Mais les besoins (en termes de services et d'actions de soutien) des exploitations de tailles différentes et leur intégration au marché sont différents et devrait se refléter dans toutes les politiques et les actions. Une typologie nationale à base de preuve des exploitations pourrait s'avérer utile en ce sens.



Reconnaître que l'agriculture à temps partiel peut être une option viable qui demande une aide spécifique

Alors que l'agriculture à temps partiel est une réalité pour des petites exploitations tant en Afrique qu'en Europe, cette stratégie est peu, voire pas du tout, reconnue et il n'existe pratiquement aucune aide ciblée. Les cadres de donateurs comme le Cadre conceptuel sur l'agriculture du DFID prévoient juste trois options pour les agriculteurs : 'En mode ascendant' (intensification agricole et intégration au marché), 'Sortant' (quittant l'agriculture pour un emploi non agricole) ou 'En mode survie' (stratégie d'adaptation non durable). Cependant, soutenir la petite agriculture à temps partiel pour sa contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle locale et régionale, à côté du développement de l'emploi non agricole, peut être une stratégie valable méritant une aide ciblée spécifique pour les petites exploitations.



salsa
small farms
small food businesses and
sustainable food security

Restez informés

www.salsa.uevora.pt/en/

www.fao.org/in-action/small-farms-businesses-sustainable-food-nutrition

[@SalsaH2020](https://twitter.com/SalsaH2020) Follow us!

Contacts:

- MALAWI: Charles Tonui, Joanes Atela et Pheles Ngovo, African Centre for Technology Studies, Nairobi, Kenya - www.acts-net.org - C.Tonui@acts-net.org, J.Atela@acts-net.org, P.Ngovo@acts-net.org
- GHANA: Sylvester Nsobire Ayambila et Richard W. Nartey Yeboah, UDS CCEIR - University for Development Studies Tamale, Ghana - www.uds.edu.gh - slynsor@yahoo.com, ryeboah@uds.edu.gh
- TUNISIE: Insaf Mekki, Institut National de Recherche en Génie Rural, Eaux et Forêts (INRGREF) - insaf.mekki.im@gmail.com
- CAP VERT: Erik Augusto da Cruz Sequeira, Uni-CV Universidade de Cabo Verde www.unicv.edu.cv - erik.sequeira@docente.unicv.edu.cv
- KENYA: Charles Tonui, Joanes Atela et Pheles Ngovo, African Centre for Technology Studies, Nairobi, Kenya www.acts-net.org - C.Tonui@acts-net.org, J.Atela@acts-net.org, P.Ngovo@acts-net.org

Conférence finale SALSA: lors de la 14e Conférence IFSA 2020, Évora, Portugal

